

URGENCE !

Front politique, syndical et populaire contre l'extrême droite !

En France, les idées d'extrême droite contaminent le débat politique et sont relayées avec complaisance par certains médias et les réseaux sociaux. Elles continuent à se diffuser, corrélées avec le poids du Rassemblement National dans les urnes et dans la société. Elles participent à une surenchère délétère qui déborde le champ de l'extrême droite historique et se diffusent dans le discours politique jusque dans les rangs du gouvernement.

Les attaques successives contre le modèle social, l'accroissement des inégalités et le mépris dans lequel sont tenues les classes populaires font le lit de ces idées. Il ne s'agit pas d'en faire seulement le constat, mais d'affronter cette menace.

Dans l'éducation, les réformes menées depuis plusieurs années et notamment le « choc des savoirs » semblent dictées directement par le Rassemblement National et sa vision autoritariste de la société. De même pour la loi « immigration ». Les services publics sont laissés en déshérence, voire à l'abandon sur certains territoires, au profit de choix budgétaires massivement favorables aux entreprises et au capital (120 mds € par an : premier poste budgétaire de l'Etat).

Le virage sécuritaire et la remise en cause des libertés, mais aussi les discours opportunistes de nombre de partis politiques, concourent à légitimer les idées de l'extrême droite et banaliser toutes les formes de racisme et d'exclusion de l'autre (migrant.e.s, racisé.e.s, assisté.e.s, LGBTQIA+, contestataires de l'ordre établi...) en osant instrumentaliser la laïcité et détourner les valeurs de la République.

La FSU 35 s'oppose aux politiques néolibérales et s'attache à convaincre que d'autres choix économiques sont possibles. Cela passe par un changement des politiques éducatives, sociales et environnementales qui ne peut, dans le contexte actuel, être porté ni par ce qu'il reste du macronisme, ni par l'extrême droite et son idéologie fondée sur la discrimination, la stigmatisation des plus faibles et sur une vision réactionnaire de la société.

La FSU 35 appelle donc à s'exprimer en ce sens, y compris dans les urnes les dimanches 30 juin et 7 juillet en votant pour l'avènement d'un gouvernement de gauche. La formation d'un « Front populaire » est un signe positif et encourageant.

La FSU 35 prend ses responsabilités et appelle à faire front dans le cadre syndical, politique et des collectifs d'action afin d'établir partout les rapports de force nécessaires pour assurer une victoire de la gauche contre l'extrême droite le 7 juillet.

à Rennes, le 12 juin 2024